

Le Brexit n'aura pas tenu ses promesses

ROYAUME-UNI Des études estiment que la sortie du marché unique et de l'union douanière aurait fait perdre six à huit points de pourcentage au PIB britannique. L'incertitude permanente des relations avec l'UE devrait continuer à peser sur l'économie du pays

CHLOÉ GOUDENHOOF, LONDRES

Les économistes avaient prévu: le Brexit représente un risque pour la prospérité du Royaume-Uni. Six ans plus tard, une équipe de chercheurs estime que la sortie de l'Union européenne, officielle depuis le 31 janvier 2020, aurait coûté six à huit points de pourcentage au PIB britannique, par rapport à un scénario sans Brexit. Selon son étude publiée par l'organisation américaine NBER (National Bureau of Economic Research), cet impact est devenu lisible dans le temps, après évaluation des chocs liés à la pandémie de Covid-19 en 2020, puis à la crise énergétique de 2022.

Productivité en berne

Au niveau macroéconomique, le Royaume-Uni se porte moins bien que d'autres économies riches à caractéristiques comparables. Mais pour faire ressortir l'impact du Brexit, les chercheurs ont comparé les données des entreprises britanniques connectées ou exposées aux échanges avec l'Union européenne par rapport aux autres. «Celles qui étaient les plus exposées ont enregistré des performances nettement inférieures à celles qui l'étaient moins», précise Gregory Thwaites, un des auteurs et professeur d'économie à l'Université de Nottingham. John Springford, un économiste et chercheur au Centre for European Reform, estime que cet écart de PIB représente une perte de revenus équivalente à 2000 livres (2100 francs suisses) par habitant et un manque à gagner en recettes fiscales de 40 à 80 milliards de livres (42 à 84 francs suisses).

Ce recul estimé du PIB est d'abord le fruit d'une baisse d'investissements. Conséquence de l'incertitude au Royaume-Uni, cette baisse est évaluée entre 12 et 18% au cours des six dernières années, selon les chercheurs. «Si vous réfléchissez à l'emplacement de votre usine ou de votre prochain immeuble de bureaux pour



Keir Starmer lors d'une séance de questions au premier ministre à la Chambre des communes, le 21 janvier dernier à Londres. (PHILIP TOSCANO/HOUSE OF COMMONS/PA WIRE)

une banque internationale, vous voulez connaître les conditions de vos échanges avec votre principal partenaire commercial», illustre Gregory Thwaites.

Faiblesses structurelles

La croissance de l'emploi, qui était pourtant très dynamique au Royaume-Uni avant le référendum sur le Brexit, a aussi reculé de 3 à 4% sur la période, affectée, entre autres, par une baisse anticipée de la demande de biens et de services. Et alors que la productivité était déjà l'une des faiblesses structurelles du Royaume-Uni, une baisse de 3 à

4% a aussi été observée au cours de la période. Le coût plus élevé des échanges avec l'UE a affecté la place du pays comme lieu de production pour les entreprises commerciales comme pour les grandes multinationales.

Le secteur automobile, déjà en déclin avant le Brexit, en est un exemple. Le marché unique et l'union douanière permettent une chaîne d'approvisionnement étendue, avec fabrication des moteurs dans un pays, fabrication des pièces dans un autre et l'assemblage dans un troisième. «Si l'on interrompt ce système par des barrières commerciales sur ces

composants, on peut s'attendre à ce que les constructeurs réduisent leurs activités dans le pays le plus touché par ces barrières», résume Gregory Thwaites. Et même si le secteur automobile souffre dans toute l'Europe, le chercheur souligne qu'en termes d'exportations et de nombre de véhicules produits, la situation au Royaume-Uni est pire que celle des économies comparables sur le continent.

Quelques opportunités

Un principe similaire est observable pour les services financiers, même si l'impact est hétérogène selon les segments d'activité. Le

secteur figure parmi les plus impactés par la réglementation européenne, car la Commission n'a accordé que peu d'équivalences aux Britanniques, affectant ainsi l'exportation de leurs services vers l'Europe. «Si le Brexit n'a pas été le scénario catastrophe envisagé, les grandes banques multinationales et autres institutions ont transféré leurs équipes au sein de l'UE, du fait de l'absence des équivalences nécessaires pour continuer d'opérer», souligne John Springford. Ainsi, entre 2019 et le deuxième trimestre 2023, la croissance des exportations de services finan-

ciers du Royaume-Uni a été inférieure de 25% à la moyenne des 22 économies les plus avancées, sans correction de l'inflation.»

Certes, le Brexit a offert quelques opportunités au Royaume-Uni, comme la mise en place d'un cadre plus souple du développement du secteur de la tech, l'assouplissement de certaines réglementations ou la possibilité de conclure des accords commerciaux de façon indépendante. Mais ces «bénéfices» ne compensent pas les pertes liées à la sortie de l'Union européenne.

Le recul estimé du PIB est d'abord le fruit d'une baisse d'investissements

Selon les estimations des différents gouvernements britanniques, l'adhésion au CPTPP, l'alliance du Pacifique, ne devrait apporter qu'un gain de PIB de 0,06% d'ici à 2040. Les gains liés à l'accord avec l'Australie sont évalués à +0,08% d'ici à 2035, +0,03% pour celui avec la Nouvelle-Zélande et +0,13% pour l'Inde. Enfin, l'accord signé avec les Etats-Unis face au Liberation Day de Donald Trump n'a fait que limiter une augmentation de tarifs douaniers. Mais même les gains d'un véritable accord de libre-échange entre les deux pays resteraient probablement limités, de l'ordre de 0,07 à 0,16%, selon les estimations disponibles.

S'il paraît difficile pour le Royaume-Uni de combler les pertes estimées liées au Brexit, Gregory Thwaites estime toutefois que l'écart ne devrait plus continuer de se creuser. Toutefois, l'incertitude permanente qui définit désormais les relations entre les deux blocs pourrait continuer de peser sur l'économie britannique. ■